

OPINION

La protection des Américains, cela se paie, et cher

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

La protection militaire dont l'Europe bénéficie de la part des États-Unis nous avalu une paix longue de sept décennies, du jamais vu en Europe depuis onze siècles. La liste des guerres entre Européens, de la fin de l'empire de Charlemagne, actée par le traité de Verdun de 849, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, remplirait toute une page de ce journal, même en omettant l'occupation de l'Europe de l'Est par les Soviétiques, qui a entraîné des combats, particulièrement dans les États baltes, jusqu'en 1950, et les guerres entre Serbes, Slovènes, Croates et Bosniaques auxquelles seuls les Américains ont su mettre fin, comme pour les deux conflits mondiaux.

Ce protectorat nous bénéficie aussi économiquement : depuis la fin de la guerre froide, l'Europe a pu réduire son effort de défense de 3 à 1% du produit intérieur brut (PIB), soit un tiers environ de la dépense de défense actuelle des États-Unis.

Mais il a aussi un coût.

Lors du Conseil de l'Atlantique Nord de septembre 2014, les États-Unis ont obtenu l'engagement des alliés européens de porter leur budget de défense à 2% du PIB, ce qui pour la plupart signifie le doubler. Cela ne sera donc pas indolore, d'autant plus que la volonté des Américains est que la majeure partie des montants supplémentaires soit affectée au rééquipement des forces armées européennes, par le biais de l'achat de matériel américain. La hausse des importations qui en résultera diminuera d'autant notre PIB.

Le statut tout à fait privilégié du dollar dans le système monétaire international est un autre coût, difficile à évaluer. L'ancien secrétaire au Trésor américain, John Connally, disait en 1971 : «Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème», perceptible par nos importateurs et nos exportateurs. Ainsi, Airbus paie ses travailleurs en euros, mais vend ses avions en dollars. À court terme, son bénéfice dépend donc plus du taux de change que des gains de productivité.

Donald Trump voit Kim Jong-un le 12 juin à Singapour. Les alliés, sollicités pour aller se battre en Corée de 1950 à 1953, n'ont pas voix au chapitre. La cote de popularité de Donald Trump vient de remonter à 44%, cinq points de plus qu'en avril, notamment parce que l'économie américaine connaît une croissance soutenue, avec un quasi-plein emploi, ce qu'il veut conforter en renégociant des accords commerciaux, qu'il qualifie d'injustes.

Face à la Chine, les États-Unis ont connu la déroute, car celle-ci n'a qu'un grand chef, une population

nombreuse et une économie robuste.

Les Chinois évitent les 42,5 milliards € de droits de douane, annoncés pour avoir organisé des transferts de technologie forcés, en s'engageant à acheter plus de produits américains, notamment agricoles et énergétiques. Cela ne résoudra pas le problème : en 2017, la Chine a exporté pour 505 milliards \$ vers les USA et importé pour 130 milliards \$.

Pour forcer l'Europe à ouvrir plus largement son marché, les États-Unis frappent, depuis le 1^{er} juin, de droits de douane de 25% les importations d'acier et de 10% celles d'aluminium venant d'Europe. Ils menacent de le faire pour les voitures. L'Union européenne (UE) pourrait acheter plus de gaz naturel liquéfié aux Américains et abaisser les droits de douane sur les voitures américaines (10% contre 2,5% sur les voitures européennes aux États-Unis) contre un meilleur accès des entreprises européennes aux marchés publics des États-Unis.

C'est sans compter sur le fait que, sans considération pour les autres États membres de l'UE, Angela Merkel tente de préserver son industrie automobile qui, en 2017, a vendu 1,3 million de véhicules aux États-Unis, soit 10% de sa production, pour 29,4 milliards d'euros. Elle propose d'augmenter les importations de gaz naturel et de pétrole américains, d'élargir les échanges de produits industriels et de réformer l'Organisation mondiale du commerce. Ce serait une victoire pour les l'Organisation mondiale du commerce.

M. Trump remet en question l'ordre international dont les États-Unis furent les principaux concepteurs, au cours de la Seconde Guerre mondiale, et les plus fermes garants jusqu'à la présidence de Barack Obama. Au même moment, au siège de l'OTAN, le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis plaide pour le renforcement des capacités de dissuasion et de défense, et se félicite de voir l'UE entrer en action pour améliorer la mobilité des forces de l'OTAN en Europe, face à une Russie inquiétante.

Avant de décoller pour le G7, Trump a déclaré : «Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table de négociations. Nous avons un monde à gouverner.» Il perd de vue que la Russie a été exclue du G8 après son annexion de la Crimée en 2014, non par les seuls Européens, mais de commun accord avec les États-Unis. Les pays qui ont subi le joug soviétique n'apprécient guère ce changement de cap...

Les États-Unis voudraient que l'Iran renonce à se doter d'armes nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux, et réduise la zone d'influence qu'il s'est construite, via le Hezbollah, après l'invasion du Liban par Israël en 1982, puis les milices

chiites d'Irak à partir de 2003, puis les forces armées syriennes et enfin les Houthis au Yémen. Les banques chinoises, protégées par leur banque centrale, n'hésitent pas à appuyer les investisseurs en Iran, qui améliorent les «routes de la soie» ancestrales en électrifiant la voie Téhéran-Machhad, au nord-est de l'Iran, en finançant la liaison de Bouchehr, sur le golfe Persique, à Chiraz, au sud-ouest ou en rachetant à Total le champ gazier de South Pars 11, dans le golfe Persique.

L'Europe garde malheureusement toujours 28 chefs, petits ou minuscules. Faut-il être protégés par nos «responsables» politiques, nos entreprises se retirent d'Iran pour éviter les sanctions extraterritoriales américaines et la fin de leurs relations d'affaires avec les États-Unis. SWIFT, qui gère depuis La Hulpe, au sud-est de Bruxelles, les transactions financières mondiales, est en première ligne. Les banques occidentales refusent de financer les projets en Iran. L'armateur danois Maersk Tankers cesse ses activités en Iran. 10.000 entreprises allemandes, qui sont en relation commerciale avec l'Iran, dont Siemens, les constructeurs automobiles et les 120 sociétés qui y disposent d'un siège et y emploient du personnel, feront de même, alors que, depuis l'accord de 2015, Daimler et Volkswagen avaient augmenté leurs ventes de 42%. La française PSA suivra, alors qu'elle a vendu en 2017 aux Iraniens un demi-million de voitures, soit 15% de ses ventes mondiales.

En 2017, plus de 6 millions de touristes étrangers ont visité l'Iran, pour ses paysages exceptionnels, ses monuments antiques, dont 22 classés par l'Unesco, mais aussi ses stations de ski. Son objectif d'attirer 20 millions de visiteurs par an d'ici 2025, et 25 milliards de dollars de recettes est compromis.

Dans ce contexte, où se situe l'Europe ?

Les négociations sur le Brexit n'avancent guère, les divergences persistent sur la gouvernance de l'accord de retrait (et le rôle de la Cour de justice de l'UE) et la façon d'empêcher le retour d'une frontière dure entre les deux Irlande. La proposition de l'UE vise à maintenir l'Irlande du Nord dans son système douanier, ce qui crée une frontière au sein du Royaume-Uni. La réglementation de l'UE devrait d'ailleurs rester d'application en Irlande du Nord après le Brexit, pour permettre le commerce avec l'Irlande.

Emmanuel Macron veut défendre la démocratie, la paix, le climat. Dans ses discours d'Athènes et de la Sorbonne, il a développé sa vision du projet européen, mais il ne reçoit guère de soutiens des autres États membres et, pour 55% des Français, il est perçu comme trop aligné sur Donald Trump. La France pesant à peine 2,5% du PIB mondial, elle est quasi impuissante. Elle a seulement pu sauver le premier ministre libanais, Saad Hariri en novembre 2017, mais il a perdu les élections législatives en mai 2018.

Emmanuel Macron a su débloquer le système politique français, mais ce n'est pas encore le cas au niveau européen. L'affirmation de l'Europe en tant que puissance est pourtant plus nécessaire que jamais. Devant le Parlement européen, le 17 avril, il affirmait haut et fort «ne pas vouloir appartenir à une génération de somnambules», évoquant les dirigeants de 1914, aussi aveugles qu'irresponsables et incapables d'enrayer l'engrenage vers le pire.

Le président français est très isolé sur la scène européenne. Il n'est plus question d'un ministre

des finances ou d'un budget de la zone euro, ni d'une taxe sur le revenu des géants du Web. L'initiative européenne d'intervention permettant une réaction rapide aux crises ne suscite pas l'enthousiasme. Pour assoir son autorité, Emmanuel Macron doit muscler l'économie française. Il s'y attache en réformant le marché du travail, l'enseignement et la formation.

Les États membres de l'UE, en particulier l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ont sous-estimé l'effet dévastateur de leur manque de solidarité avec la Grèce et l'Italie depuis le début de la crise migratoire, ainsi que les conséquences de l'austérité économique et de l'absence d'Europe sociale. Résultat, en 2018, 57% des Italiens ont voté pour des partis eurosceptiques ou europhobes.

Chaque année depuis 2007, des dizaines, puis des centaines de milliers de réfugiés et de migrants originaires d'Afrique et d'Asie ont débarqué en Italie, qui a 8.000 km de côtes : impossible de les surveiller avec ses seuls moyens. Certains ont pu se rendre dans d'autres pays de l'UE, mais il resterait 600.000 personnes séjournant irrégulièrement dans la péninsule.

En 2018, le déficit budgétaire italien restera proche de 1,7% du PIB, mais l'évolution future de la dette publique, qui est de 130,7% du PIB inquiète. L'écart ou «spread» entre le taux d'intérêt sur les obligations d'État italiennes et l'emprunt Bund allemand est remonté dès le 18 mai à 160 points de base (soit le niveau le plus haut depuis dix mois). Par ailleurs, le cours de l'action du Monte dei Paschi di Siena, fondée en 1472, a reculé le 17 mai de près de 9% à la Bourse de Milan après qu'un «responsable» de la Ligue en ait envisagé la nationalisation.

La Ligue s'appuie sur le nationalisme, la préférence nationale, la xénophobie ; elle rejette l'immigration, l'islam, le cosmopolitisme. Le Mouvement 5 étoiles incarne le rejet de l'establishment et de l'économie néoconservatrice, elle demande la redistribution des richesses. Les enjeux socio-économiques ne sont plus le principal facteur d'opposition : les tenants d'une société fermée s'opposent à nos sociétés ouvertes, transnationales et multiculturelles, synonymes d'une décennie de difficultés économiques et de mouvements migratoires peu maîtrisés.

Les populismes, les séparatismes, le sentiment anti-européen progressent quand l'inaction ou l'incapacité à agir perdurent. Les politiciens incapables, impuissants et démagogues truffent alors leurs discours d'attaques à charge de divers boucs émissaires.

Nous sommes redevables à ces Américains qui sont venus, par trois fois, au prix de leur vie, ramener la paix et la démocratie en Europe, mais les plus jeunes d'entre eux sont nonagénaires. Cette reconnaissance n'implique pas que nous devions nous soumettre à Donald Trump et à ceux de ses compatriotes qui sont adversaires d'une Europe maîtresse de son destin. Le Conseil atlantique des 11 et 12 juillet verra-t-il les Européens divisés et soumis, ou ceux-ci auront-ils l'intelligence d'adopter la devise de la Belgique, «L'union fait la force» ?

Il leur reste un an pour s'engager en faveur d'une Europe fédérale et pour une défense européenne, pour répondre aux attentes de nos concitoyens : plus de sécurité, des frontières plus sûres, un poids réel sur la scène internationale, une monnaie plus forte, une réindustrialisation, la croissance et le plein-emploi.

2017, une année record pour ING au Luxembourg

2017 aura été une année intense pour ING au Luxembourg, mettant la Banque constamment face à de nouveaux défis. Dans ce contexte, ING a bien progressé en 2017.

Sur le plan financier, on note l'amélioration des principaux indicateurs avec plusieurs records historiques : bénéfice courant avant impôts record de 143 millions EUR (+6%); dépôts en hausse de 23% ; hausse significative des volumes de crédits (+16%) ; portefeuille de crédits hypothécaires toujours plus important (+15%) et qui a dépassé pour la première fois le seuil des 2 milliards EUR. ING réalise une croissance à deux chiffres des deux côtés de son bilan, qui a augmenté de 18% en 2017 pour atteindre la taille de 18,5 milliards EUR.

En matière de satisfaction client, d'excellents résultats ont été obtenus en termes de Net Promoter Score® (NPS),



De gauche à droite : Colette DIERICK, CEO & Philippe GOBIN, CFO, ING Luxembourg

avec un score passant de +26 à +29 pour le Wholesale Banking, de +8 à +12 pour le Private Banking et de +33 à +38 pour le Retail Banking. 78% des

clients particuliers de ING adoptent des canaux digitaux. L'introduction de nouveautés comme le lancement d'alertes sur «My ING», le lancement

d'ING Digidash ou la visualisation en temps réel des mouvements sur cartes ont contribué à ces bons scores.

ING Lux House, nouveau siège d'ING au Luxembourg

2017 restera bel et bien une année historique pour ING au Luxembourg et pas seulement en raison de ses résultats financiers. C'est en effet au printemps de cette même année qu'a eu lieu un événement attendu depuis plusieurs années : l'emménagement au sein de son nouveau siège, ING Lux House. Celui-ci a permis à ING de réunir sur un seul site l'ensemble de ses services centraux, soit environ 700 employés.

La proximité immédiate de la Gare de Luxembourg et l'accès à une offre large de transports permet désormais aux employés et aux clients de bénéficier d'une accessibilité unique.

Selon Colette Dierick, CEO d'ING Luxembourg : «2017 fut intense,

demandant à chaque collaborateur d'ING des efforts considérables. Et grâce à cela, je suis fier de ce qui a pu être réalisé : des chiffres record en matière de résultats, comme la hausse considérable des crédits octroyés aux particuliers et aux entreprises. Mais notre impact local n'est pas qu'économique ! Grâce à l'importance que nous accordons à la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises), nous soutenons aussi le sport, l'art et la culture. Nous favorisons également la diversité dans notre entreprise jusqu'au sein même de nos instances dirigeantes : nous sommes en effet parmi les rares banques du Grand-Duché à compter 37% de femmes au niveau de notre direction. Grâce à ING Lux House, nous disposons d'un bâtiment qui est ultra-moderne, écologique et face à la Gare de Luxembourg. Travailler tous ensemble dans un seul bâtiment nous permet de donner à nos clients les moyens de garder une longueur d'avance aussi bien sur le plan privé que sur le plan professionnel !»